OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°183 11 DECEMBRE 2019

SOMMAIRE

- ACTUALITE REGIONALE
- CONJONCTURE
- ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- PROJETS ET FINANCEMENTS
- SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - SERVICES
- ENTREPRISES
- CARNET ET AGENDA

22EME SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UEMOA

KENYA : ENTREE DU KENYA AU TOP 5 DU CLASSEMENT *CLIMATESCOPE* 2019

BURKINA FASO : UN LYCEE SCIENTIFIQUE OFFERT AU BURKINA FASO PAR LA FONDATION ORANGE

RWANDA : SUBVENTION HOLLANDAISE DE 11,6 MEUR POUR LES PORTS DU LAC KIVU

SOUDAN : LANCEMENT DU PREMIER SATELLITE D'OBSERVATION SOUDANAIS

GHANA : LE GOUVERNEMENT SOUHAITERAIT INTRODUIRE SON FONDS MINIER EN BOURSE

SAISON DES PLUIES EXCEPTIONNELLES EN AFRIQUE DE L'EST

ETHIOPIE : NOUVEAU RECORD D'INFLATION A 20,8 % POUR LE MOIS DE NOVEMBRE 2019

L'OMS PUBLIE SON RAPPORT SUR LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

Conférence internationale sur la dette à Dakar : une demande inédite d'un assouplissement des disciplines financières de la part des dirigeants d'Afrique de l'Ouest

Impulsée par le Président sénégalais avec le concours actif du Cercle des économistes, la conférence internationale « Développement durable et dette soutenable : trouver le bon équilibre » était organisée à Dakar le 2 décembre 2019, en présence de la nouvelle Directrice générale du FMI, Kristallina Georgieva – qui y effectuait son premier déplacement en Afrique. Plaidant de façon inédite pour un assouplissement des disciplines financières – notamment des critères de convergence de l'UEMOA, Macky Sall a conclu la Conférence en formulant un « Consensus de Dakar » décliné en 7 points.

lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

22ème session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA

A l'issu de cette 22ème session extraordinaire dédiée au financement de la lutte anti-terrorisme, les pays de l'UEMOA ont annoncé une contribution immédiate de 5 M USD aux trois membres de la ligne du front au G5 Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger), précisant que cette contribution s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'UEMOA de participer à hauteur de 500 M USD au plan de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de lutte contre le terrorisme dans l'espace régional sur la période 2020-2024. Pour la mobilisation des ressources financières conséquentes, les chefs d'Etat de l'UEMOA ont adopté un acte additionnel instaurant un Fonds régional de sécurité.

lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

L'OMS publie son rapport sur la lutte contre le paludisme

Dans son rapport rendu public le 4 décembre, l'OMS étudie en particulier les risques de la maladie pour les femmes et les enfants en Afrique. En 2018, 228 millions de personnes ont contracté la maladie et 405 000 en sont mortes, dont 93% en Afrique. 11 millions de femmes enceintes ont été contaminées et près de sept victimes du parasite sur dix ont moins de 5 ans. Six pays africains concentrent plus de la moitié des personnes atteintes du paludisme : le Nigéria, qui compte à lui tout seul ¼ d'entre eux ; la RDC (12 %) ; l'Ouganda (5 %) ; la Côte d'Ivoire, le Mozambique et le Niger (4 % chacun). L'auteur principal du rapport estime qu'il faudrait quasiment doubler les moyens actuels (2,4 Mds EUR) pour éradiquer la maladie.

lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

Le ministre mauritanien en charge du Commerce invité à une réunion de la CEDEAO

Le ministre s'est rendu à Abuja (Nigéria) sur invitation de la CEDEAO, afin d'assister au Conseil des ministres en charge du Commerce organisé le 4 décembre. Cette rencontre était axée sur la mise en œuvre de la ZLECAf et ses opportunités pour l'Afrique de l'Ouest. C'est la première fois depuis 2008 qu'un ministre du Commerce mauritanien assiste à une réunion de ce niveau. Celle-ci lui a également permis de rencontrer le commissaire chargé du commerce de la CEDEAO pour faire le bilan de la mise en œuvre de l'Accord d'Association signé le 5 mai 2017 sur « la libéralisation de la circulation des personnes, des biens, des capitaux entre la Mauritanie et les 15 Etats-membres de la CEDEAO ».

pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

Orabank sacrée « meilleure banque de l'année » dans plusieurs pays ouest-africains

Le groupe bancaire panafricain Oragroup a remporté le prix « Bank of the Year 2019 » pour ses opérations au Burkina Faso, en Guinée Bissau, au Sénégal et au Togo, décerné par The Banker (Groupe Financial Times), lors d'une cérémonie officielle le 28 novembre à Londres. Présent dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, Oragroup a affiché en 2018 un total de bilan à 3,7 Mds USD, soit +21% par rapport 2017. Orabank est détenue majoritairement par la Caisse générale de retraite des agents de l'Etat ivoirienne qui avait acquis en novembre dernier la cession de 61,45% des parts du groupe panafricain, lesquelles étaient majoritairement détenues par le fonds d'investissement Emerging Capital Partners.

beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Saison des pluies exceptionnelles en Afrique de l'Est

L'Afrique de l'Est est frappée depuis deux mois par des pluies d'une intensité exceptionnelle. Selon le Famine Early Warning Systems Network, la pluviométrie est 200 % fois supérieure à la normale observée en cette saison des pluies qui s'étale d'octobre à novembre (appelée « courte saison des pluies » par opposition à la « longue saison de pluies » qui sévit d'avril à juin). L'ampleur exceptionnelle de ces intempéries s'explique par un phénomène baptisé « Dipôle de l'océan indien », lié à la différence de température à la surface des eaux de l'ouest et de l'est de l'Océan Indien. Un tel dipôle n'a pas été observé depuis près de six décennies (l'écart est désormais de près de deux degrés). Ces intempéries provoquent d'importantes inondations et des glissements de terrain sur l'ensemble de la région; le bilan humain s'élèverait à 265 morts selon l'AFP. Elles entrainent d'importants flux de déplacés qui fuient les inondations tandis que les coulées de boue ont emporté plusieurs dizaines de milliers de têtes de bétail et détruit de nombreuses récoltes, faisant craindre, à moyen-terme, des besoins accrus en aide alimentaire d'urgence. Le Kenya est lourdement frappé avec 132 morts et 17 000 déplacés, selon un communiqué du gouvernement. Les prévisions météorologiques indiquent que les pluies devraient se poursuivre jusqu'à fin décembre.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

Nigéria : la croissance du PIB au T3 2019 accélère légèrement à 2,28%

La croissance du PIB nigérian a atteint 2,28% au T3 2019 après 2,10% et 2,12% aux T1 et T2 2019 respectivement. Le secteur pétrolier, 10% du PIB, a fortement contribué à cette accélération avec une hausse de 6,49% en glissement annuel contre 1,85% pour le secteur non-pétrolier. Le secteur du raffinage de pétrole a connu néanmoins une baisse sensible (-31%), tout comme celui de la production d'électricité et de gaz (-11,8%). Au contraire, les secteurs du transport routier (20,2%) et aérien (+15,2%) ont connu une forte croissance. Le secteur des services de télécommunications et d'information continue également de jouer un rôle moteur dans l'économie avec une hausse de 12,2% sur la période.

paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

Nigéria : Moody's modifie sa perspective de notation de stable à négative

Moody's a modifié sa perspective sur les notations du Nigéria de stable à négative. L'agence de notation a justifié cette décision par la fragilité croissante des finances publiques, l'assiette fiscale étroite et la croissance économique atone entravant l'assainissement budgétaire. La dépendance croissante du Nigéria à l'égard des investisseurs étrangers pour financer ses réserves de changes a également été soulignée. Pour rappel, d'après le FMI, la croissance devrait s'établir à 2,3 % en 2019 et à 2,5% en 2020.

paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

Nigéria : les flux de capitaux entrants atteignent 5,37 Mds USD au T3 2019

Les flux de capitaux entrants au Nigéria au cours du T3 2019 ont atteint 5,37 Mds USD, partagés entre 56% d'investissements de portefeuille, 40% d'autres investissements (dont une majorité de prêts en devise) et 4% d'IDE. Le Royaume-Uni (2,01 Mds USD), les Etats-Unis (1,23 Md USD) et l'Afrique du Sud (709 M USD) en sont les principaux pays d'origine. La France arrive en 7ème position avec 148 M USD. L'Etat de Lagos et son secteur bancaire et financier en sont les principaux bénéficiaires. Le reste est principalement allé à destination du secteur des télécommunications (16,5%) ou a servi à l'achat d'actions (14%). En comparaison, le secteur agricole (25% du PIB) n'a reçu que 1,1% de ces flux de capitaux.

paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

Bénin : Nouvelle grille tarifaire pour l'électricité

Le gouvernement a validé le principe d'une augmentation des prix de l'électricité de 5% en 2020 et 10% en 2021 afin de garantir l'équilibre financier de la SBEE (Société béninoise d'énergie électrique). L'application des nouveaux tarifs ne devraient avoir qu'un impact limité pour les populations à court terme, le gouvernement prévoyant de prendre en charge l'augmentation prévue par des subventions à la SBEE, dans l'attente de la mise en œuvre d'une politique ciblée. Ces mesures découlent du plan de réforme du secteur électrique soutenu par le Millenium Challenge Account et qui a vu l'arrivée du nouveau directeur général de la SBEE le mois dernier suite au contrat de gestion déléguée signé avec le canadien Manitoba Hydro International.

pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

Côte d'Ivoire : Coûts des exonérations accordées à fin septembre 2019

Le coût des exonérations fiscales et douanières, s'est établi à 222,8 Mds FCFA à fin septembre 2019, en baisse de 8,5% en glissement annuel. Ces exonérations représentent 8,6% des recettes fiscales brutes mobilisées (contre 10% à fin septembre 2018). Celles accordées au titre de la fiscalité de porte représentent 57,2% de l'ensemble de la dépense fiscale, quand les 42,8% ont été accordés en régime intérieur. Ces exonérations ont été importantes en matière de TVA, de droits de douane et d'impôts sur les bénéfices, dont les montants cumulés représentent 77% des exonérations globales. Les secteurs d'activités ayant bénéficié des exonérations les plus importantes sont l'industrie, les BTP, les services et l'administration.

saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

Côte d'Ivoire : Le pays élu à la présidence de l'Organisation internationale du sucre

A l'issue de la 56ème édition du Conseil de l'Organisation internationale du sucre qui s'est déroulé à Londres du 26 au 29 novembre 2019, le représentant de la Côte d'Ivoire, Aly Touré, a été élu président de l'OIS, après en avoir assuré la vice-présidence pendant l'année 2019. Siégeant à Londres, l'OIS regroupe 87 pays producteurs de sucre et est un organe de représentation intergouvernemental chargé de réunir les pays producteurs, exportateurs, et importateurs de sucre. Les sociétés ivoiriennes Sucaf et Sucrivoire ont produit 240 Kt de sucre lors de la dernière campagne, couvrant ainsi 83% de la demande locale. A titre de comparaison, le Brésil et l'Inde en produisent plus de 30 Mt par an.

jean-pierre.chomienne@dgtresor.gouv.fr

Liberia : Le président signe le budget national pour l'exercice fiscal juillet 2019 - juin 2020

Le budget national 2019/2020 a été promulgué après sa ratification par le Président. Pour rappel, la Chambre des représentants avait déjà voté sa ratification le 1er octobre 2019, fixant son montant total à 110,5 Mds LD (526 M USD) – soit près de 7 M USD de moins que la proposition de budget présentée par le ministre des Finances, le 28 juin dernier, avec deux mois de retard sur le calendrier d'adoption de la loi de finances. Le budget 2019/2020 est en baisse de 37 M USD par rapport à l'année fiscale précédente. Il prévoit notamment des réductions salariales importantes pour les fonctionnaires d'Etat. La loi de finances du Libéria couvre l'année fiscale s'étendant de juillet 2019 à juin 2020.

lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

Mali : Conclusion de la 1ère Revue du programme triennal d'assistance du FMI

Le FMI et les autorités maliennes sont parvenus à un accord préliminaire pour la 1ère revue (FEC de 191,9 M USD) qui doit encore être approuvé par le Conseil d'administration du Fonds en janvier 2020. En dépit d'un contexte sécuritaire difficile, la croissance économique devrait s'établir à 5% en 2019 et le déficit budgétaire devrait respecter le critère de convergence de l'UEMOA (3 % du PIB). Presque tous les critères de performances et les objectifs indicatifs du programme à fin septembre 2019 ont été respectés, ainsi que les repères structurels. Les services du FMI saluent les efforts en cours pour réformer le secteur de l'énergie, notamment les mesures visant l'entreprise publique EdM (Energie du Mali).

valery.alves@dgtresor.gouv.fr

Sénégal : Présentation du projet de budget 2020 à l'Assemblée nationale

Le projet de Loi de finances 2020 est examiné par les députés depuis le 27 novembre. Ce projet, arrêté à 4,9 Mds EUR en recettes et 5,6 Mds EUR en dépenses, devrait permettre au pays de respecter le critère de convergence de l'UEMOA fixant le déficit à 3% du PIB. Il est marqué par la budgétisation en programmes et la déconcentration de l'ordonnancement – chaque ministre ou président d'institution devenant l'ordonnateur principal des crédits de son département ou sa structure. Le budget général de l'Etat (hors comptes spéciaux du Trésor) est prévu à 4,8 Mds EUR en recettes et 5,4 Mds EUR en dépenses. Les recettes fiscales sont en hausse de 10% à 4,1 Mds EUR. L'encours de la dette publique est projeté à 12 Mds EUR.

lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

Sénégal : La Bourse régional des valeurs mobilières procède à la cotation des obligations de la diaspora émises par la Banque de l'habitat du Sénégal

Les obligations émises par la BHS en juillet 2019 et destinées à la diaspora ont été admises à la cote de la BRVM le 3 décembre 2019 lors d'une cérémonie officielle à Dakar. Pour un montant recherché de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR), l'opération a été clôturée avec un taux de souscription de 114%, dont 8,7 Mds FCFA (13,2 M EUR) ont été souscrit par la diaspora africaine provenant de 26 pays. L'admission de ces obligations à la cote de la BRVM permet d'assurer leur liquidité et porte à 58 le nombre de lignes obligataires de la bourse pour une capitalisation de 4135,6 Mds FCFA (6,3 Mds EUR).

lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie : Nouveau record d'inflation à 20,8 % pour le mois de novembre 2019

La *Central Statistics Agency* fait état d'une inflation à 20,8 % en glissement annuel en novembre 2019, un record sur les cinq dernières années. L'inflation atteint 24,5 % pour les biens alimentaires contre 16,4 % pour les biens non-alimentaires. Face à cette inflation galopante – qui dépasse les 15 % depuis juin 2019 – le contrôle de l'inflation constitue l'un des piliers de la nouvelle stratégie économique nationale « *Homegrown Economic Reform* » et un groupe de travail a été créé afin de soumettre des recommandations au Premier ministre.

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie : Premiers effets de la levée de l'obligation d'achat de bons auprès la Banque centrale

Alors que, depuis 2011, les banques privées devaient acheter des bons de la Banque centrale à hauteur de 27 % de leurs dépôts, l'annulation de cette règle a entraîné une annonce d'*Awash Bank*. En effet, la principale banque privée du pays (4,9 % de la capitalisation du secteur) a décidé de baisser son taux d'intérêt sur les crédits de 0,5 à 4,5 points en fonction des secteurs (les activités génératrices de devises étrangères en sont les principaux bénéficiaires). Avant cette révision, les taux d'intérêts se situaient entre 9 % et 17,75 %. L'accès au crédit n'en sera toutefois que peu améliorée dans la mesure où *Awash Bank* n'a pas réduit ses exigences de collatéraux immobiliers adossés aux prêts, qui représentent en moyenne 80 % de la somme empruntée.

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda : Emprunt supplémentaire afin de faire face à la sous-collection des recettes

Pour pallier à la sous-performance dans la mobilisation des recettes internes, 9 % inférieures aux prévisions, le gouvernement va emprunter 600 MEUR au cours de l'exercice fiscale 2019/20, dont 300 MEUR à la *Stanbic Bank* et 300 MEUR à la *Trade and Development Bank* (TDB), deux prêts d'une maturité de 7 ans, à taux 4,4 % et d'une période de grâce de 2 ans. Ce recours s'explique par les retards dans la mise en application de plusieurs mesures administratives – timbres fiscaux numériques, systèmes fiscaux électroniques, impôts sur le revenu locatif. Il s'accompagne de pressions supplémentaires sur les dépenses, à hauteur de 354 MEUR, couvrant notamment des dépenses de sécurité et confidentielles ainsi que les financements de contreparties sur certains projets. Cet emprunt représente 5 % du budget 2019/20 et accroît fortement la pression sur la dette, qui augmente de 2 points du PIB (prév.), passant de 39,8 % à 41,8 % du PIB, soit 11,7 Mds EUR.

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Ghana : la Banque centrale va émettre des billets de 100 GHS et 200 GHS

La Banque centrale va émettre de nouvelles coupures de 100 GHS et 200 GHS alors que la plus haute dénomination actuellement en circulation est de 50 GHS (environ 7,95 EUR). Depuis la redénomination du cedi en 2007, la devise s'est en effet largement dévaluée. L'introduction de ces nouvelles coupures ne devrait pas avoir d'impact sur le niveau de l'inflation. En baisse, celle-ci atteignait 7,7% sur une année glissante en novembre 2019. La Banque centrale souhaiterait aussi pouvoir faciliter les échanges monétaires électroniques et envisage l'introduction d'une monnaie électronique, l'e-cedi. Actuellement l'impression de billets représente un coût annuel de 153 M GHS (24 M EUR).

adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

Nigéria : la BAfD accorde un prêt de 210 M USD pour financer le réseau électrique

La Banque africaine de développement (BAfD) a annoncé prêter 210 M USD pour le financement du « *Nigeria Transmission Expansion Project* » (NTEP1) qui doit moderniser le réseau électrique dans 7 Etats du pays. Les fonds proviennent pour 160 M USD directement de la BAfD et pour 50 M USD de l'*Africa Growing Together Fund*, co-financé avec la Banque populaire de Chine. Le NTEP1 s'inscrit dans le « *Transmission Rehabilitation and Expansion Programme* » (TREP), financé à hauteur de 1,6 Md USD par la BAfD, la Banque mondiale, l'AFD et l'Agence de coopération internationale japonaise. Il est lui-même un volet du *Power Sector Recovery Programme*, en place depuis 2017.

margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

Nigéria : nouvelles levées de fonds dans les FinTech

Des investisseurs chinois ont injecté 120 M USD dans la startup OPay (services de paiement, de transports à moto et de livraison de nourriture), quelques mois après un 1er tour de table de 50 M USD en juin dernier. La startup nigériane Migo (anciennement Mines) a également levé 20 M USD lors d'un 2nd tour de table (serie B), menée par le fonds brésilien *Valor Capital Group* avec la participation de *The Rise Fund* et *Velocity Capital*, déjà présents lors de la 1ère levée de fonds de 13 M USD l'année dernière. Cette levée lui permettra de lancer sa plateforme numérique de crédit sur le marché brésilien et de consolider sa position au Nigéria.

margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

Burkina Faso : L'aide extérieure mobilisée en hausse de plus de +30% en 2018

La ministre déléguée chargé de l'Aménagement du territoire, Pauline Zouré Kaboré, a présidé le 25 novembre 2019 le lancement du rapport 2018 sur la coopération pour le développement. En 2018, l'APD était en hausse de +30,7% à 1,5 Md USD (10,5% du PIB). Elle s'est caractérisée par une prédominance de l'aide multilatérale (67,2%), des dons (72,0%) et de l'aide projet (79,4%). Les sources de financement sont réparties comme suit : 1 Md USD d'aide multilatérale, 427 M USD d'aide bilatérale et 61, 6 M USD de financement des ONG. Les secteurs de la santé, la production agro-sylvo-pastorale et les transports ont reçu chacun environ 12% de l'APD totale.

beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Burkina Faso : L'AFD accorde un financement de 59,4 M EUR pour la formation et la gouvernance financière

Le ministre burkinabé de l'Economie, des finances et du développement, Lassané Kaboré, et le directeur de l'Agence française de développement (AFD) à Ouagadougou, Tanguy Denieul, ont procédé, le 4 décembre 2019, à la signature de quatre accords de financement d'un montant d'environ 39 Mds FCFA (59,4 M EUR). Ces accords de financement sont destinés à soutenir les secteurs de l'éducation de base, de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle, ainsi que de la gouvernance financière. Ils appuieront notamment la Politique nationale d'enseignement et de formation techniques et professionnels (PN-EFTP) du gouvernement.

beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Burkina Faso : Un lycée scientifique offert au Burkina Faso par la Fondation Orange

Le lycée a été inauguré le 7 décembre 2019 sous le patronage du ministre de l'Education Nationale de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales et de la ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes à Loanga (région Centre-Est). Sa construction aura duré 6 mois pour un montant de 496 M FCFA (756 K EUR). Le site s'étend sur 3,5 ha ; la première promotion sera composée des meilleurs élèves de la région au BEPC session 2018/2019. Pour rappel, Orange a démarré ses activités dans le pays en mai 2017, en rachetant la totalité des actifs de l'opérateur Airtail. En 2018, cette filiale est devenue le 1er opérateur du secteur de la téléphonie mobile, avec une part de marché de 45%.

valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

Côte d'Ivoire : La BAfD accorde deux appuis budgétaires d'un montant global de 86,7 M EUR

Le 1er accord de prêt, d'un montant de 75 M EUR, est destiné au financement du Programme d'appui aux réformes économiques et sociales. Il s'agit d'un appui budgétaire global sur la période 2019-2021 qui vise à accompagner les autorités dans la mise en œuvre du Programme social du gouvernement. Le 2ème accord, d'un montant de 11,7 M EUR, a été conclu en vue du financement du Projet d'appui à la mise en œuvre du Programme de développement pour une prestation de services inclusive, qui vise à renforcer les capacités des structures de pilotage, statistiques et de suivi-évaluation des programmes de développement et pour le suivi-évaluation du Plan national de développement.

Saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

Côte d'Ivoire : Signature d'un PPP de 151 M EUR dans l'agriculture

À l'occasion du SARA, le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ivoirien et la société sud-africaine Global Africa Integrated Farm ont signé une convention de Partenariat Public-Privé (PPP) d'un montant de 99,2 Mds FCFA (151 M EUR). Ce contrat s'inscrit dans le cadre du programme agricole intégré de Tiébissou (ville située au centre du pays) qui vise à donner la possibilité aux petits exploitants de cette ville d'avoir accès aux services des grandes exploitations comme des formations commerciales ou des intrants. Les cultures concernées par le programme sont le maïs, le soja, les bovins et la volaille.

christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

Côte d'Ivoire : Pose de la première pierre du Centre Hospitalier Régional de Katiola

Le Président de la République Alassane Ouattara a posé la première pierre du Centre Hospitalier Régional (CHR) de Katiola le 29 novembre. Les travaux du CHR ont été confiés au britannique NMSI, spécialisé dans la construction et l'équipement d'établissements de santé. Le montant du contrat s'élève à 34,9 Mds FCFA (51 M EUR). La réalisation du CHR de Katiola entre dans le cadre du programme de construction et de réhabilitation des infrastructures sanitaires mis en oeuvre par le gouvernement estimé à 800 Mds FCFA (1,2 Md EUR).

christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

Guinée : Appui budgétaire de 90 M USD de la Banque mondiale

Le Gouvernement guinéen et la Banque mondiale ont signé le 28 novembre 2019 à Conakry, un accord d'appui budgétaire d'un montant de 90 M USD. Cet important appui vise à soutenir les efforts du Gouvernement pour renforcer la gestion budgétaire, appuyer le cadre institutionnel et réglementaire pour promouvoir la compétitivité du pays et améliorer la performance financière du secteur de l'électricité.

lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

Guinée : Financement de deux projets agricoles par la BID à hauteur de 63 M EUR

Les ministres guinéens du Plan et du Développement Economique, du Commerce et de l'Agriculture, a procédé le 4 décembre 2019, au lancement de deux projets de développent agricoles financé par la Banque islamique de développement (BID) à hauteur de 63 M EUR pour une durée de cinq ans. Il s'agit d'un projet de développement de chaines de valeurs agricoles (PDCVA –G) et d'un projet de développement rural intégré Gaoual –Koundara –Mali yembering (PDRI – GKM). Selon le chargé du programme de la BID, de 1976 à ce jour, l'intervention de la banque en faveur de la Guinée se chiffre à 1 Md USD – dont 548 M USD depuis 2005. Le total du portefeuille des opérations de la BID en cours est de 663 M USD, pour 15 projets.

lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

Liberia : Accord de financement de 32 M USD avec le FIDA

Le ministre libérien des Finances et de la planification du développement a signé avec le FIDA un accord de financement d'un montant de 32 M USD pour soutenir le Projet de vulgarisation des cultures forestières (à hauteur de 9 M USD) et le Projet de transformation et de revitalisation des petites exploitations agricoles (23 M USD) exécutés par le Ministère de l'agriculture. A ce montant s'ajoute à un accord de prêt de 25 M USD précédemment signé entre le gouvernement libérien et la Banque mondiale pour la mise en œuvre de ce 2ème projet.

lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

Niger : Don de 35 M EUR pour la mise en œuvre des réformes en matière de mobilisation des recettes intérieures

Le ministre des Finances, l'Ambassadeur de France et le Directeur de l'Agence AFD de Niamey ont procédé le 29 novembre 2019 à la signature des Conventions de financement du projet d'appui à la mobilisation des ressources intérieures (MRI). D'un montant de 35 M EUR en don, cet appui vise à accompagner les réformes conduites par la Direction générale des Impôts (DGI), la Direction générale des Douanes (DGD) et la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) pour augmenter durablement les revenus de l'Etat.

cossuc@afd.fr

Niger : Lancement officiel du projet Initiative Spotlight: pour l'élimination de toutes les formes de violences à l'égard des femmes et des filles

Le Premier Ministre a procédé au lancement officiel de l'Initiative Spotlight au Niger le 30 Novembre 2019. Spotlight est un partenariat mondial pluriannuel entre l'Union européenne et les Nations unies visant à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. Le Niger est l'un des huit pays africains qui bénéficient de l'initiative. La première phase est lancée dans quatre régions prioritaires : Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder.

cossuc@afd.fr

Sierra Leone : Un projet d'amélioration des transports urbains de 50 M USD financé par la Banque mondiale

Le gouvernement de la Sierra Leone, en collaboration avec la BM, a lancé le 28 novembre le Projet de mobilité urbaine intégrée et résiliente, soutenu par un don de 50 M USD, pour améliorer l'accès et la qualité des transports publics et la sécurité routière, ainsi que pour renforcer les capacités institutionnelles dans le secteur du transport. Le financement soutiendra la mise en place d'un programme de renouvellement des autobus pour encourager les opérateurs du secteur privé. Il prévoit aussi une assistance technique destinée à renforcer la capacité de la Sierra Leone Road Transport Corporation à réglementer les transports publics et encourager ainsi le service de transport formel.

lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

Madagascar : Signature d'accords de financement de 15,4 MEUR entre l'AFD et l'Etat malgache

En présence de l'Ambassadeur de France, l'AFD et le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) ont signé le 5 décembre des accords de financement pour un montant total de 15,4 MEUR visant à renforcer la capacité technique et financière des autorités dans la gestion des risques de catastrophes, et à mieux maîtriser la planification urbaine. Ces financements se répartissent entre un prêt de 10 MEUR, mobilisable uniquement en cas de déclaration de « sinistre national », et trois subventions destinées à (i) renforcer la résilience des villes face au changement climatique (1,5 MEUR), (ii) appuyer la création de l'Agence d'Urbanisme du Grand Antananarivo (IPAM, 3 MEUR) et (iii) financer la Facilité d'amorçage, de préparation et de Suivi de projets n°2 (900 k EUR).

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Rwanda : Subvention hollandaise de 11,6 MEUR pour les ports du lac Kivu

Les Pays-Bas offriront cette somme au Rwanda pour la construction de quatre ports sur le lac Kivu dans le but de développer le commerce, le transport maritime et le tourisme autour du lac. Cette subvention représente 40 % du projet qui sera construit dans quatre districts : Rubavu, Rusizi, Karongi et Rutsiro. Les travaux ont commencé en décembre et devrait se terminer d'ici la fin de 2020.

lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

Agriculture et agroalimentaire

Tanzanie : Projet pour porter la production de noix de cajou à 1 million de tonnes en 5 ans

Le ministre de l'Agriculture, Japhet Hasunga, a déclaré que le gouvernent est bien déterminé à porter d'ici 5 ans, la production de noix de cajou à 1 million de tonnes, soit plus que le triple de la récolte anticipée cette année (300 000 tonnes en augmentation de 33 % de plus que la saison précédente (225 000 tonnes). Ce volume devrait positionner le pays en tant que premier producteur et exportateur. Afin d'atteindre cet objectif, le gouvernement entend notamment porter à 17 le nombre de régions engagées dans la culture contre seulement 5 actuellement. Pour rappel, le gouvernement a décidé de ne pas intervenir dans le processus de commercialisation de la matière première en 2019/2020 après la déconvenue enregistrée un an plus tôt. La Tanzanie compte pour environ 10 % de la production mondiale de noix de cajou, produit qui représente 13 % des recettes d'exportation totales du pays.

philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

Energie et matières premières

Ghana : le gouvernement souhaiterait introduire son fonds minier en bourse

Le *Minerals Income Investment Fund* a été créé en 2018 dans l'objectif d'administrer les redevances minières de l'Etat et de financer des entreprises ghanéennes dans le secteur minier (15% du PIB). En introduisant ce fonds à la bourse de Londres et à la Bourse du Ghana, le gouvernement souhaiterait lever un montant de 750 M USD. Le ministre des Finances ghanéen, Ken Ofori-Atta, a annoncé lors de la présentation du Budget 2020 que ces montants seraient alloués au budget de l'Etat, sans préciser quelle utilisation en serait faite. Afin de financer le déficit de 4,7% du PIB prévu pour l'année 2020, le gouvernement du Ghana a aussi prévu d'émettre pour un total de 3 Mds USD d'Eurobonds l'année prochaine.

adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

Cap-Vert : Lancement de l'assistance technique de la Banque mondiale pour la privatisation d'Electra

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Energie a annoncé le lancement de l'assistance technique de la Banque mondiale en vue de privatiser l'entreprise publique de production d'eau et d'électricité Electra. Le ministre a également annoncé qu'un système de stockage de l'électricité, d'environ 1 MW, serait installé en 2020 sur l'île de Sal pour pouvoir conserver les excédents d'électricité issus d'énergies renouvelables.

lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

Mauritanie : Lancement du processus de sélection d'un fournisseur chargé de l'approvisionnement en produits pétroliers liquides

L'appel d'offres international pour la sélection d'un fournisseur d'hydrocarbures liquides (essence, kérosène, gasoil et fioul) destinés à couvrir la consommation du marché mauritanien pour une période de deux ans, vient d'être lancé. Durant cette période, les seules importations autorisées pour ces produits à destination des importateurs agréés seront celles réalisées dans le cadre des contrats issus du présent appel d'offres, à l'exception des produits destinés à l'avitaillement en haute mer. La filiale d'AOG (ex-Addax & Oryx Group) du milliardaire suisse Jean Claude Gandur, était depuis avril 2018 le fournisseur d'hydrocarbures liquides.

pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

Kenya : Entrée du Kenya au top 5 du classement Climatescope 2019

Etabli par le cabinet d'études *Bloomberg New Energy Finance*, ce classement, établi par pays, évalue les conditions d'investissements et les opportunités dans le secteur des énergies renouvelables. Le Kenya se place derrière l'Inde, le Chili, le Brésil et la Chine, mais il est en tête pour le continent africain (l'Ouganda est 5ème). En 2018, le Kenya a enregistré son investissement le plus élevé dans le secteur de l'énergie propre (1,4 Md USD). Il augmente progressivement la part de l'énergie solaire, de l'éolien et de la géothermie dans son *mix* énergétique. Malgré ce classement flatteur, les difficultés rencontrées par les développeurs privés dans le domaine des EnR restent réelles dans un contexte de surcapacités de production et de profits en berne pour le distributeur *Kenya Power*.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Rwanda : Inauguration d'un transmetteur électrique visant à approvisionner les pays voisins

L'installation, située dans le district de Gasabo, a été inaugurée le 5 décembre après sept mois de construction ayant coûté plus de 15 MUSD. Elle a la capacité de transmettre 220/110 kilovolts, y compris vers les pays voisins, ce qui est inédit dans le pays. L'installation dispose de deux lignes de transmission à interconnecter avec l'Ouganda et avec le réseau du nord-est de la RDC. Deux autres lignes relieront le Rwanda au réseau de l'ouest de la Tanzanie et du Burundi par le biais du projet hydroélectrique régional de Rusumo Falls, actuellement en développement.

lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

Services

Burkina Faso : Bonne santé des sociétés d'assurance en 2019

L'Association professionnelle des sociétés d'assurance du Burkina (APSAB), dans son bilan des sociétés d'assurance présenté le 28 novembre 2019, a annoncé que le chiffre d'affaires annuel du secteur devrait dépasser 92 Mds FCFA (140 M EUR) cette année, soit une hausse probable de +11% par rapport à 2018. Les primes émises devraient dépasser 100 Mds FCFA en 2020. Le résultat de l'activité est de 8,23 Mds FCFA répartis entre les sociétés de dommage et les sociétés d'assurance-vie. Le secteur enregistre une augmentation du capital social, passé de 1 Md à 3 Mds FCFA en 2019. Cependant, le taux de non-assurance au niveau des automobiles s'établirait encore autour de 40% et le taux d'assurés pour l'assurance-vie serait d'à peine 1%.

valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

Cap-Vert : Le nombre de touristes en hausse de +6,8% au troisième trimestre 2019

Le nombre de touristes étrangers au Cap-Vert a augmenté de +6,8% au troisième trimestre 2019 et le nombre de nuitées de +1,9% par rapport au troisième trimestre 2018. Les hôtels continuent d'être les établissements les plus recherchés (89,1% des entrées), ils ont enregistré plus de 595 000 clients et environ 3,7 M de nuitées, soit une hausse de +7,5% et +3,9% respectivement par rapport à la même période l'année précédente. Le Royaume-Uni demeure le principal pays de provenance des touristes (25,1% des entrées). L'île de Sal est la plus convoitée, représentant 48,4% des entrées, suivie de Boa Vista à 29,8%.

Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

Côte d'Ivoire : lancement d'une nouvelle chaîne de télévision

Une nouvelle chaîne télévisée « La Nouvelle chaîne ivoirienne » (NCI) lance ses programmes le 12 décembre prochain. Les programmes diffusés notamment sur la TNT seront à 60% locaux. La NCI a conclu un partenariat avec la radio Nostalgie et Henriette Duparc, héritière du réalisateur ivoirien Henri Duparc dont les films seront diffusés par la chaîne.

Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

Mauritanie : la Banque Centrale de Mauritanie (BCM) a procédé au retrait de certaines autorisations de prestataires de transfert de fonds domestique

La BCM a procédé au retrait des licences des prestataires de transfert de fonds TAYBA Paie et ELMERSOUL Telecom. Il est reproché à ces derniers de n'avoir pas pu se conformer aux conditions et engagements auxquels étaient soumises leurs autorisations, notamment les déclarations obligatoires. Pour mémoire, en mars dernier, la BCM avait décidé de réguler le métier de transfert de fonds dans le pays en imposant une autorisation préalable pour exercer le métier. Elle avait alors octroyé à 9 prestataires des autorisations provisoires en contrepartie d'un engagement à respecter un cahier des charges.

pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

Ouganda : Le secteur touristique moins dynamique qu'en 2018

Alors que l'Ouganda avait accueilli 1,5 million de voyageurs en 2018, la Banque Centrale a recensé 1,2 millions de visiteurs sur la période janvier-octobre (soit une projection annuelle en retrait). Avec 1,6 Mds USD de gains en devise (+ 10 %) en 2018, le secteur était la principale source de revenus en devises étrangères, devant le café et les transferts de fonds de la diaspora, représentant 7,7 % du PIB. Malgré de nouvelles campagnes marketing adressées aux marchés chinois, japonais, saoudien et émirati, ainsi que le lancement de sa compagnie aérienne nationale, le secteur a souffert des cas d'Ebola déclarés à l'est du pays et du regain de violence en RDC. Le gouverneur de la Banque Centrale estime que ce ralentissement est purement sectoriel, étant donné le dynamisme du commerce extérieur : les exportations sont en hausse de 12 % sur les 10 premiers mois de l'année 2019 à 3,4 Mds USD et les importations de 18 % à 5,2 Mds USD. La Banque centrale a par ailleurs envoyé un message positif en maintenant ses taux directeurs à 9,0 % pour décembre et janvier 2020. Elle mise sur la hausse des transferts de fonds de la diaspora, estimés à 1,4 Mds USD et celle des IDE pour compenser le déficit des transactions courantes.

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Rwanda : L'entreprise coréenne KTRN investit pour la mise à niveau du réseau 4G

Korea Telecom Rwanda Networks, seul distributeur de 4G LTE dans le pays a lancé un projet de 10 MUSD pour l'amélioration du réseau 4G à l'échelle nationale. Lancée fin novembre, la mise à niveau est divisée en deux phases : celle du réseau qui va jusqu'au 15 décembre et la mise en place du nouveau service LTE+ avancé à Kigali et dans d'autres villes dynamiques, qui devrait s'achever d'ici à mars 2020.

lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

Rwanda : Officialisation de la prise de participation de Qatar Airways dans le nouvel aéroport de Bugesera

Annoncé le 9 décembre, le partenariat prévoit une co-entreprise entre la compagnie aérienne et la holding publique rwandaise *Aviation Travel and Logistics* (ATL), après le rachat par cette dernière de l'intégralité des parts de *Mota-Engil* dans la société de projet. Qatar Airways détiendra 60 % du capital de la co-entreprise chargée de construire et d'exploiter l'aéroport, dont le coût a été revu à la hausse à 1,3 MdUSD. L'aéroport aura une capacité d'accueil de 7 millions de passagers durant la première phase, puis de 14 millions après la deuxième phase, soit en 2032.

lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

Soudan : Lancement du premier satellite d'observation soudanais

Les autorités soudanaises ont fait part du lancement par la Chine du premier satellite soudanais (Sudan Remote Sensing Satellite) à but militaire et civil. Les usages civils porteraient essentiellement sur les recherches minières, principal secteur générateur de devises. La résolution des images pourrait permettre d'identifier des objets jusqu'à un mètre. En 2013, fut créé l'institut de recherche aérospatiale, qui a été à l'origine de ce satellite.

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

Bénin : Nouvel ouvrage d'art pour Sogea-Satom

Le groupe français Sogea-Satom, qui a déjà réalisé le 1er pont de Womey, vient de remporter, en association avec la société Matière SA, le contrat pour un second pont de 350 m à Womey. Il sera construit au quartier Mahinougon pour assurer la liaison à partir de la route nationale inter-pays Cotonou-Lomé.

pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

Côte d'Ivoire : lancement d'Uber à Abidjan

La plateforme de service de voitures de transport avec chauffeur américaine Uber a officialisé son lancement à Abidjan le 4 décembre à l'Hôtel Ivoire. Après Lagos, Accra et Abuja, Uber a choisi Abidjan pour sa première installation en Afrique francophone. Lors de la conférence de lancement, il a été précisé que seules les personnes détenant une licence complète et valide pourront proposer leurs services de taxi sur l'application.

Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

Niger : Coris Bank International ouvre officiellement au Niger

Après le Sénégal et le Bénin, le groupe financier burkinabé, Coris Bank International (CBI), a procédé, le 2 décembre, au lancement officiel des activités de sa filiale nigérienne, dirigée par Rakiatou Idé Issaka. Le financement des PME et du secteur informel (40 % du PIB du pays) figurent au titre de ses priorités. A la fin du troisième trimestre 2019, le groupe Coris Bank International a enregistré une hausse de +7,3% de son bénéfice net, soit 20,6 Mds FCFA (31,3 M EUR). La banque ambitionne de conquérir toute l'Afrique de l'Ouest et est déjà présente dans 7 pays de la sous-région (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo).

cossuc@afd.fr

Tanzanie : Fin des activités de Jumia en Tanzanie

Juste après avoir suspendu ses activités au Cameroun, *Jumia Tanzania* ferme ses portes. Cinq ans après s'être installée en Tanzanie, faute de rentabilité, la plateforme *e-commerce* africaine décide donc de recentrer ses activités dans des pays plus porteurs. Cependant, l'entreprise continuera à desservir les vendeurs et les clients via ses activités de petites annonces, *Jumia Deals*. *Jumia* reste présente dans 12 pays africains.

philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

Djibouti : Tenue de la première rencontre d'affaires Djibouti-Éthiopie-France

En marge d'un séminaire sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) le 5 décembre 2019, la Chambre de commerce de Djibouti a organisé une rencontre d'affaires tripartite entre les entreprises djiboutiennes, éthiopiennes et françaises. Cette rencontre était l'occasion d'évoquer les opportunités d'investissement et de partenariat en vue de tirer parti du corridor commercial Djibouti-Éthiopie, et ce, notamment dans les secteurs de la logistique, du transport et des services. La Chambre de commerce de Djibouti travaille conjointement avec l'AFD à la mise en œuvre d'un hub commercial à Djibouti.

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie : Visite du directeur général du Groupe AFD en Éthiopie

Lors de sa visite en Éthiopie les 5 et 6 décembre 2019, le directeur général du Groupe AFD Rémy Rioux s'est entretenu avec le ministre éthiopien des Finances ainsi qu'avec des partenaires du groupe tels qu'*Ethiopian Airlines*. Au niveau continental, deux *memoranda* d'entente ont été signés avec la Commission de l'Union africaine (facilité d'assistance technique d'1,5 MEUR *via* Expertise France afin de soutenir la zone de libre-échange continentale africaine, les projets digitaux et les infrastructures durables) et la Commission économique pour l'Afrique (appui à la recherche sur le climat, le genre et les migrations). Cette visite intervient six mois après la signature d'un appui budgétaire et technique de 100 MEUR visant à soutenir les nouvelles réformes économiques en Éthiopie.

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts
Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :
l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays)

AVEC LE CONCOURS DE :